



DOSSIER

Élections européennes



LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Fiche Mots de l'écologie

Février 2024

Choisir les bons mots pour l'écologie européenne

Pauline Bureau, Vice-Présidente de LFE
Jeanne Koskas, Chargée de mission à LFE

Il existe un **large éventail de mots pour parler d'écologie**, mais cela reste relativement récent. Alors que le terme d'« écologie » date de 1866¹, le sujet ne fait son apparition dans les débats publics que dans les années 1960-1970, avec la publication de *Printemps silencieux* de Rachel Carson en 1962, les catastrophes pétrolières et nucléaires, le développement des grandes ONG environnementalistes, ou les sommets internationaux dédiés au climat et au développement durable. Les crises environnementales jouent un rôle primordial dans le déplacement de l'écologie de la sphère scientifique et technique vers le champ du politique. Dans les années 1970, les pays européens se sont dotés de ministères de l'Environnement (ou de l'Écologie) et différents partis écologistes ont émergé.

Les communautés discursives traitant des enjeux écologiques sont multiples : communautés scientifiques, institutions nationales, supranationales, internationales, syndicats, partis, associations, élus locaux ou européens, citoyens, médias, etc. Cette diversité induit une **profusion de genres de discours** autour de ces questions (rapports d'expertise scientifique, textes de loi, discours politiques, articles de presse, documentaires, conventions, etc.), à travers lesquels les termes circulent et s'échangent, participant ainsi à la **co-construction d'un vocabulaire transdisciplinaire de l'écologie**.

La façon dont ce lexique est mobilisé n'est **pas neutre**. L'appropriation d'un terme par telle ou telle communauté ou parti politique a tendance à influencer sa portée sémantique et la façon dont il sera compris par le destinataire. En raison des connotations qui peuvent leur être associées, **tous les mots du discours politique écologique n'ont pas le même niveau d'acceptabilité auprès des électeurs**, comme en témoignent les critiques qui ont pu être formulées autour des concepts de sobriété et de décroissance.

« Rien n'est plus politique que de désigner »². Dans le débat politique et électoral, l'emploi des mots a une grande importance pour se constituer une identité politique et séduire les électeurs. C'est aussi à cet endroit que les différents partis peuvent et doivent se distinguer. **Le fait que le politique s'empare de certains termes (et qu'il en délaisse d'autres) conduit en outre parfois à un délitement du sens** de ces derniers, en raison de la difficulté de passer du discours aux actes³.

Plusieurs termes se révèlent occuper une place relativement importante dans le débat politique autour des enjeux écologiques, et pourront constituer des points d'attention particuliers dans le débat pour les élections européennes. Trois exemples sont donnés ici, **sécurité, urgence et développement durable**.

1. De la sécurité énergétique et alimentaire à la sécurité nationale face au changement climatique

Le concept de **sécurité** est largement mobilisé dans le discours politique à travers la « sécurité énergétique » et la « sécurité alimentaire ». En creux, la notion de sécurité implique un danger, **qui menace le type de sécurité ainsi désigné ou son actualisation. Mobiliser le terme sécurité** en discours va donc de pair avec **la désignation du ou des dangers en question**. Il peut dès lors orienter l'opinion publique **en lui indiquant ce dont il faut avoir peur** et ce qui doit constituer une priorité en matière de politique publique.

Dans le cas de la **sécurité énergétique**, il existe une tendance dans certains programmes à **présenter le danger en question comme étant la transition énergétique elle-même**, pourtant nécessaire à l'atténuation du changement climatique. De même, **certaines mesures écologiques et sanitaires**, par exemple l'interdiction du glyphosate, sont **décrites comme constituant des menaces**

¹ Créé par le biologiste allemand Ernst Haeckel.

² Chetouani, L. et Tournier, M. 1994. « Environnement, Ecologie, Verts ». *Mots*, n°39.

³ Catellani, A. et Errecart, A. 2023. « Les discours sur l'environnement, entre performativité et mise en scène de l'action ». *Semen*, n°55.

pour la sécurité, alimentaire cette fois. Les objectifs de sécurité alimentaire et de sécurité énergétique d'une part et de transition écologique d'autre part, apparaissent ainsi comme étant distincts et ne pouvant être menés de pair. De plus, la mobilisation de l'unité « sécurité », qui désigne le deuxième besoin le plus important sur la pyramide des besoins de Maslow⁴, introduit une **hiérarchie entre ces différents objectifs** en donnant la priorité à ceux qui impliquent cette unité dans leur dénomination — en l'occurrence *sécurité énergétique* et *sécurité alimentaire*.

Il est cependant possible de **se réapproprier le concept de sécurité** de telle sorte que l'actualisation de cet enjeu universel ne se fasse pas au détriment de la transition écologique. Dans la mesure où **le changement climatique et la crise écologique constituent eux-mêmes des dangers**, ils **peuvent à eux seuls justifier de recourir au terme sécurité**, à travers par exemple les composés *sécurité physique* ou *sécurité nationale*, dont l'emploi est de plus en plus justifié en raison de la multiplication des feux de forêt et des épisodes de sécheresse sur notre territoire. À travers une telle stratégie discursive, l'objectif de transition écologique pourrait bénéficier des connotations associées à la notion de sécurité et à sa dimension performative, qui tend à faire de l'objectif qu'elle désigne une priorité politique. En outre, il serait également possible de **se réapproprier les composés mêmes de sécurité alimentaire et de sécurité énergétique** en explicitant la façon dont le changement climatique et l'absence de mesures pour l'atténuer peuvent en eux-mêmes menacer ces deux formes de sécurité.

2. Développement durable, un terme trop consensuel ?

Le terme de **développement durable** est aujourd'hui un peu daté, mais il reste largement mobilisé dans les discours politiques comme **cadre de référence pour penser la transition écologique**. Sa popularité a permis la démocratisation de la question écologique et son institutionnalisation. Elle peut s'expliquer par son caractère relativement consensuel⁵, soit un compromis entre **les tenants de la croissance économique et les défenseurs de l'environnement**. S'il a fait l'objet de quelques critiques par l'un ou l'autre de ces deux groupes d'opinion, il reste largement admis.

Le privilégier dans les discours risque d'aboutir à une certaine **neutralisation de débats, alors que ceux-ci seraient pourtant nécessaires**. Ainsi, on peut regretter de ne pas voir de **termes désignant des propositions écologiques plus audacieuses** dans les discours des candidats, comme en témoigne la quasi-absence des concepts, de *sobriété (heureuse, énergétique)*, de *transition écologique*, de *décarbonation*, de *décroissance*, de *scénario à zéro émission*, de *économie circulaire* ou *régénérative*, ou encore de *croissance organique*⁶, qui auraient pourtant le mérite de permettre un nécessaire débat **tout en stimulant l'imaginaire**.

3. Parler d'urgence climatique : nécessaire, mais risqué

Le terme « **urgence** » est de plus en plus mobilisé dans les médias à travers les composés *urgence écologique* ou *urgence climatique*. Il est utilisé par le GIEC dans son dernier rapport pour qualifier la situation climatique. Défini comme une « situation pathologique »⁷ ou qui « peut entraîner un préjudice », il implique des connotations négatives. Sa mobilisation peut permettre de **représenter la potentielle gravité des impacts climatiques** et ainsi constituer une **stratégie de conscientisation**.

Mais la notion d'*urgence* dénote également l'idée qu'il est nécessaire « d'agir vite ». Ceci implique **une accélération de la prise de décision politique** sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, discours dont la crédibilité est cependant très incertaine tant on l'a déjà entendu et alors que l'action climatique n'est nulle part dans le monde à la hauteur de ce qu'il faudrait. Autre inconvénient possible, la focalisation sur la vitesse de l'action peut donner l'impression de **nier la nécessité d'un effort soutenu sur le long terme pour une transformation profonde de nos sociétés**.

⁴ Maslow, A. H. 1943. « A Theory of Human Motivation ». *Psychological Review* 50 (4) : 370-96.

⁵ Biros, C. 2011. « Contribution à l'étude du discours environnemental : les organisations et leurs discours au Royaume-Uni ». Thèse de doctorat, Université Bordeaux 2, p. 145-6. <http://www.theses.fr/2011BOR21860>.

⁶ Pestel, E.C. (1988). *L'homme et la croissance : près de vingt ans après « Halte à la croissance ? »*. Paris, Economica.

⁷ Larousse (s.d.). « Urgence ». <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/urgence/80704>.

Évoquant également l'**état d'urgence**, le concept d'*urgence* peut signifier un régime où les autorités politiques peuvent recourir à des **mesures exceptionnelles prises sans consultation citoyenne** et restreindre certaines libertés fondamentales, comme ce fut le cas durant la pandémie de la COVID-19. Ainsi, s'il peut être intéressant de mobiliser le concept d'*urgence écologique* ou *climatique* à des fins de prise de conscience et pour influencer l'agenda politique européen, il est nécessaire d'être précautionneux dans son emploi. **La prégnance de cette notion dans les discours écologistes peut nourrir le positionnement « anti-climat » des discours populistes**, qui présentent les questions climatique et écologique comme étant source de privation de libertés et de baisse du niveau de vie pour les citoyens⁸.

4. Les stratégies pour optimiser l'usage des mots de l'écologie

Les points suivants pourraient représenter des stratégies possibles pour faciliter la mise à l'agenda politique et médiatique des enjeux écologiques et climatiques :

- ❖ Éviter de recourir exclusivement à des **concepts trop consensuels** (e.g. *développement durable*) ou relevant d'un **lexique exclusivement technocratique**, qui peuvent avoir tendance à neutraliser le débat politique.
- ❖ Présenter le changement climatique comme **un enjeu de sécurité physique ou nationale**, et souligner les liens positifs avec la sécurité énergétique et alimentaire.
- ❖ Combiner, dans un même discours, des **expressions soulignant l'urgence de la situation écologique** à des termes désignant des **formes de réponses démocratiques à cette urgence**. Ces dernières doivent tenir compte des différentes temporalités de la problématique écologique et intégrer ainsi des mesures à court, moyen et long terme.

⁸ Voir : Gonçalves, C. 2024. « Le changement climatique : nouvelle thématique populiste ? » La Fabrique Ecologique, Œil n°52.

A RETROUVER DANS LE DOSSIER

<https://www.lafabriqueecologique.fr/dossier-6-les-enjeux-ecologiques-des-elections-europeennes/>

CHAPITRE 1 : CLIMAT ET BIODIVERSITÉ

L'action climatique : une nouvelle étape, un changement de méthodes
Biodiversité : pour une approche stratégique, au-delà de simples objectifs
Rendre concrète la transition juste
L'écologie face à la montée du populisme
Sobriété, quel récit pour l'Union européenne
Choisir les bons mots pour l'écologie européenne
Politique d'adaptation à l'échelle européenne

CHAPITRE 2 : AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Politique agricole et alimentaire européenne, une nécessaire refondation
Renforcer la régulation européenne des OGM et nouveaux OGM
Lutte contre les pesticides en Europe : la grande désillusion
Engager la transition sociale et écologique des pêches d'ici 2030
Condition animale : les bons sentiments ne suffisent pas
Le tournant climatique et environnemental de la politique commerciale européenne : une avancée fragile à consolider et à développer
L'artificialisation des sols : l'essentiel reste à faire

CHAPITRE 3: ÉNERGIE ET ENTREPRISES

Des politiques énergétiques au milieu du gué
Quelle stratégie européenne vis-à-vis des producteurs d'énergies fossiles ?
Le système d'échange de quotas : garde-fou face à la vague populiste ?
La mobilité des personnes et des biens : il reste tant à faire
L'Europe, chef de file de la durabilité des entreprises
La low-tech, angle mort de la politique industrielle de l'UE
L'impact écologique du numérique : des premières mesures, à renforcer

CHAPITRE 4 : CITOYENS ET ENVIRONNEMENT

Réenchanter l'Europe de l'eau
Consommation durable : de nombreuses initiatives à finaliser et amplifier
Un nouveau souffle pour la co-construction citoyenne de la transition écologique
Impliquer plus et mieux les territoires
Une Europe pionnière pour la reconnaissance du crime d'écocide
Pollution atmosphérique : redoubler d'efforts
Pollution sonore : un sujet majeur trop mal traité